

Les revues culturelles sous la loupe

André Vanasse

Numéro 146, été 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66594ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lettres québécoises inc.

ISSN

0382-084X (imprimé)

1923-239X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Vanasse, A. (2012). Les revues culturelles sous la loupe. *Lettres québécoises*, (146), 3-3.

Les revues culturelles sous la loupe

Le document est arrivé comme par hasard dans ma boîte de courriel. Un portrait des revues culturelles dont peu ont parlé, du moins si je me fie à mes recherches. Il s'intitule *Guide pour les points de référence du Conseil des Arts du Canada pour les périodiques canadiens* (données 2009). Signé par Rowland Lorimer et Jane Hope du Canadian Centre for Studies in Publishing (Simon University, B. C.)



ROWLAND LORIMER
ET JANE HOPE

Il y a longtemps que je souhaitais un document comme celui que nous présentent Rowland Lorimer et Jane Hope pour qu'enfin on puisse avoir des données statistiques qui nous permettent de savoir ce qui en est des revues culturelles et si leur situation financière est saine ou pas. Et puis, autre avantage, nous pouvons faire des comparaisons entre éditeurs francophones et éditeurs anglophones.

Ce document est le deuxième du genre. Il fait suite à celui qui a été publié en 2000. Les revues culturelles ont-elles progressé ou régressé ? Ce serait magnifique si l'on pouvait parler de bond en avant, mais, comme c'est le cas pour les journaux depuis plus d'une décennie — en beaucoup moins catastrophique cependant dans le cas des revues —, la situation s'est détériorée !

Profil des revues selon la langue

En ce qui concerne le nombre de revues culturelles publiées, le Québec fait meilleure figure que les Anglo-Canadiens. L'étude a dénombré 60 revues culturelles anglophones en art et littérature contre 30 pour le Québec. Si l'on applique ces chiffres (90 revues) en fonction de la population canadienne, les résultats donneraient 70 revues anglophones contre 20 revues francophones puisque les francophones constituent 22,3 % de la population canadienne.

Est-ce que le fait que les francophones produisent 36 % plus de revues culturelles que la moyenne nationale l'exigerait pourrait expliquer les différences importantes dans les ventes d'abonnements et les ventes en kiosque ? Difficile à dire. Il se peut. Pourtant, la population francophone est parfaitement circonscrite : sur neuf millions et demi de francophones, sept millions habitent le Québec...

Une chose est certaine, les chiffres sont au net désavantage des francophones, en ce qui concerne le rendement des revues littéraires, et je ne m'en tiendrai qu'à ce secteur, laissant de côté les revues d'art.

Les trente-sept revues de littérature anglophones, sur les soixante au total, ont recruté 33 945 abonnés contre 6 906 pour les revues littéraires francophones. Si l'on établit la moyenne par revue, cela donne près de 920 abonnés par revue chez les anglophones alors que, chez les francophones, la moyenne des dix-huit revues littéraires analysées chute à 384 abonnés, c'est-à-dire près de 60 % moins d'abonnés par comparaison avec les revues anglophones.

En exigeant que les éditeurs de revues littéraires vendent au moins 5 000 exemplaires, que ce soit par abonnement ou vente en kiosque, Patrimoine canadien savait dès le début qu'il refoulerait près de 60 % des revues anglophones et 75 % des revues francophones. Il suffit pour s'en convaincre de faire des calculs simples : si l'on additionne les ventes

d'abonnements des revues anglophones, qui se chiffrent à 3 680 (920 abonnés x 4 numéros annuellement), à celles faites en kiosque chez les anglophones, dont la moyenne est de près de 100 par revue, on arrive à un chiffre total de 4 080 exemplaires vendus annuellement. En exigeant des ventes de 5 000 exemplaires, Patrimoine canadien demandait aux anglophones d'améliorer leur rendement des ventes de leur revue de près de 25 % en moyenne, ce qui est un dur défi dans les circonstances économiques actuelles.

Quant aux revues littéraires francophones, les exigences sont encore plus coercitives sinon impossibles à atteindre. Avec une moyenne de ventes totales par abonnement et en kiosque de 1 786 exemplaires (on ne permettra de ne pas faire les additions et multiplications !), on leur demande d'augmenter leurs ventes dans une proportion de près de 65 %, ce qui constitue dans les faits une mission impossible.

Et les conditions économiques, elles ?

On doit remercier les auteurs d'avoir fait une analyse comparée dans le temps en prenant pour références les années 2000 et 2009. Or les chiffres ne mentent pas : la situation des revues littéraires s'est dégradée depuis dix ans autant pour les revues anglophones que les revues francophones. Qu'on en juge : les ventes d'abonnements ont diminué, pour les revues littéraires francophones, de 3 % ; les ventes à l'unité de 1 % ; les ventes de publicité de 3 %. Quant aux subventions du Conseil des Arts du Canada, les montants consentis aux revues littéraires ont diminué de 2 % au cours de ces dix ans ; les subventions provinciales ont chuté de 6 % et celles du secteur municipal de 1 %. Au total donc des diminutions de revenus de 17 %.

Les auteurs du rapport montrent bien que l'apport de Patrimoine canadien était crucial pour permettre un certain équilibre budgétaire puisque les montants accordés aux revues par cet organisme constituaient en 2009 une augmentation de 12 % par rapport à l'année 2000 où cette subvention n'existait pas. En coupant leurs subventions à 75 % des revues culturelles québécoises, Patrimoine canadien fait grimper le manque à gagner de ces revues à 29 %. Impossible, dans ces conditions, de remonter la pente à moins de réaliser des miracles. Or, un miracle est un miracle, c'est-à-dire quelque chose qui relève du merveilleux et qu'on voit de moins en moins de nos jours !

Les revues ont tout de même fait des efforts en allant chercher d'autres revenus au moyen de cueillettes de dons et en faisant des collectes de fonds. Ces actions ont permis une augmentation de 2 % de leurs revenus par rapport à l'année 2000. Un autre 2 % s'est ajouté sous le titre vague de « Autre ». On peut supposer que ce sont les gestionnaires qui ont diminué leur salaire ! Par rapport à la perte de 27 %, ce 4 % de revenus nouveaux change peu de chose à la situation critique dans laquelle sont plongés les éditeurs de revues littéraires.

Sombre portrait

Les résultats de cette analyse sont clairs : les revues littéraires — tout autant du reste que les revues d'art — sont en chute libre depuis que Patrimoine canadien a décidé d'en retirer ses billes. Les auteurs du rapport pensent du reste comme nous en insistant pour dire que les revues culturelles sont le noyau autour duquel se créent des « réseaux de créateurs et de lecteurs dont ils favorisent l'émergence ». « Réseaux, disent-ils, [qui] sont la base sur laquelle prospèrent les affaires et l'innovation. »

Ce message, à l'évidence, n'a pas été compris par Patrimoine canadien.